

RAPPORT DE LA REUNION DU COMITE LOCAL D'EVALUATION DU PROJET (CLEP) "RENFORCER LES CAPACITES REGIONALES ET LOCALES EN VUE D'AMELIORER LA SECURITE AU NIGER"

Titre du projet : Renforcer les Capacités Régionales et Locales en vue d'Améliorer la Sécurité au Niger

Date de la réunion : 11 décembre 2014

Lieu de la réunion : Salle de réunion du Ministère de l'Intérieur/Direction Générale de l'Etat Civil, Niamey

Réunion présidée par : SGA du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses (MI/SP/D/RC) au Niger

Durée de la réunion : 10h 10 à 12h30

Annexe : (1) Programme de la réunion (2) voir liste jointe en annexe

Déroulement /Contenu de la réunion, et points arrêtés :

La réunion de concertation et d'échange du Comité Local d'Evaluation du Projet « Renforcer les capacités régionales et locales en vue d'améliorer la sécurité au Niger » a été tenue en présence de toutes les parties prenantes du gouvernement du Niger (Niamey et de Dosso) ainsi que EUCAP-Sahel Niger, à savoir les personnalités suivantes :

- Secrétaire Général Adjoint du MI/SP/D/RC
- Le Directeur Général de l'Administration Territoriale,
- Le Directeur Général des Affaires Politiques et Judiciaires,
- Le Directeur Général de la protection Civile ;
- Conseiller Technique en Sécurité du MI/SP/D/RC et point focal du projet.
- Représentant du Haut Commandant de la Garde Nationale ;
- Représentant du Haut Commandant de la Gendarmerie ;
- Directeur Général de la Police Nationale
- SG du Gouvernorat de Dosso ;
- Représentant du Gouvernorat de Niamey
- Représentant de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP),
- Représentant du Secrétariat de SDS ;
- Représentant Résident de JICA Niger ;
- Assistant Projet- Programme de JICA Niger ;
- Chef de mission EUCAP-Sahel Niger ;

- Expert principal coordination internationale EUCAP-Sahel Niger ;
- Officier de liaison Ministère de l'intérieur EUCAP-Sahel Niger ;
- Chef Unité Interopérabilité a.i. EUCAP-Sahel Niger
- Représentante Résident adjointe Opérations du PNUD
- Chargé de programme crises et conflits PNUD.
- Spécialiste National prévention et gestion crises et relèvement PNUD

Le programme du jour de la réunion a porté sur les points suivants :

I. Mot d'ouverture du SGA du MI/SP/D/RC

Dans son mot introductif, le SGA du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses (MI/SP/D/RC) a tout d'abord remercié les participants pour avoir honoré de leur présence à cette importante réunion, malgré leurs calendriers respectifs chargés, il a par la suite souligné l'importance de ce projet et l'intérêt particulier du gouvernement de la 7^{ème} république, raison pour laquelle le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses a bien voulu présidé, mais hélas empêché. Enfin, il a exhorté les participants à porter leurs commentaires et à contribuer activement dans les débats en vue d'amender et consolider le document du projet qui sera présenté.

II. Allocution de la Représentante Résident Adjointe/Opérations (RRA/O) PNUD

Après les salutations d'usage, la Représentante du PNUD a rappelé l'importance du CLEP, qui est un processus obligatoire de revue d'un projet en vue de s'assurer qu'il réponde aux priorités nationales d'une part et tient compte des impacts environnemental et social, d'autre part. Elle a aussi expliqué que la démarche consiste à soumettre tout projet du PNUD à l'examen des principaux partenaires pour avis avant l'approbation du siège et signature des conventions par le PNUD. Elle a terminé son allocution en rappelant le contexte et les objectifs visés par le projet.

III. PRESENTATION DU PROJET

Une présentation power point a été par la suite montrée par EUCAP-Sahel et le PNUD en deux grandes parties : le contexte et justification et la situation actuelle des PCM par EUCAP et le cadre du projet par le PNUD

Les principaux points présentés ont porté sur :

- Contexte et justification du projet;
- Historique et situation actuelle des PC Mixte ;
- Cadre des résultats ;
- Stratégies de mise en œuvre et les modalités de gestion ;

- Arrangements de mise en œuvre :
- Comité de pilotage MI/SP/D/RC /PNUD;
- Comité technique EUCAP/NIGER.
- Partenariat avec les Organisations de la Société Civile;
- Zones d'intervention ;
- Stratégie de sortie ;
- Budget du projet ;
- Analyse et impact environnemental et social ;
- Questions/réponses

III. DISCUSSIONS/DEBATS

A l'issue de cette présentation, un débat a été ouvert et les différentes parties se sont exprimées pour faire part de leurs commentaires ou observations.

Les principales interventions de l'audience se résument à :

- ✓ La zone couverture du projet (7/8 régions + 63 départements) et celle (4 régions) couverte par le produit 2
- ✓ Le type de véhicule choisi, sa commodité, son adaptabilité, la répartition par région, et son utilisation par les PCM ;
- ✓ La disponibilité des cartes topographiques locales récentes ;
- ✓ Le manque de salle de Poste de Commandement Mixte (PCM) dans certaines localités (Dosso, Tahoua) ;
- ✓ La répartition du budget par produit, certaines faibles (comme le Produit 2) et d'autres (coût de gestion) élevées;
- ✓ La non implication des religieux, élus locaux et chefs traditionnels ;
- ✓ La création de synergie avec d'autres projets du MI/SP/D/RC ayant les mêmes objectifs ;
- ✓ La mise en place d'un dispositif de gestion de certaines crises au niveau du MI/SP/D/RC;
- ✓ Pourquoi une Co-présidence du comité de Pilotage ?

Les éléments de réponse apportent :

- ✓ La région de Niamey n'est pas couverte par le projet compte-tenu de son statut particulier (région capitale). En plus des facilités d'intervention et de coordination en gestion de crise dont elle est bien couverte par les différents partenaires et les

structures du gouvernement. Du reste, EUCAP-Sahel apporte un appui permanent au gouvernorat de Niamey. Le Produit 2 ne concerne que 4 régions. Suite au financement limité et le caractère pilote de cette activité, en concertation avec le MI/SP/D/RC, les régions prioritaires qui seront couvertes par les activités de sensibilisation et de renforcement de la confiance entre les communautés et les FDS sont Agadez, Diffa, Tahoua et Tillabéry, leur choix est du fait de leur vulnérabilité aux risques/menaces sécuritaires compte-tenu de leur positionnement géographique vis-à-vis de l'insécurité transfrontalière avec les pays voisins comme le nord Mali, la Lybie, l'Algérie et le nord Nigeria. Lors des consultations avec le MI/SP/D/RC, le Ministre a insisté sur l'ordre prioritaire de ces quatre régions retenues à savoir Diffa, Tillabéry, Tahoua & Agadez.

- ✓ Concernant l'acquisition de 13 véhicules équipés de radios, dont 2 par régions sauf Dosso qui recevra un seul, il a été rapporté aux participants, que le processus d'achat n'a pas encore commencé. Toutefois, le choix de véhicule qui sera proposé porte sur la marque « Toyota Land cruiser Pickup 4x4 ». Le choix de ce type de véhicule est non seulement lié à leur efficacité sur terrain (en grande partie désertique) mais aussi pour des raisons d'efficience. Ce type de véhicule est le même que les autres forces de sécurité et de défense possèdent, leur entretien sera facile et les achats de pièces de rechange regroupés permettra de faire des économies. Ces véhicules porteront une cabine équipée et opérationnelle, qui se résume au poste de commandement Mixte mobile.
- ✓ Concernant la question sur la cartographie moderne, EUCAP-Sahel dans sa réponse a reconnu qu'il en manque des cartes locales récentes du pays. Toutefois, les PCM seront équipés en moyens informatiques modernes qui leur permettront utiliser les logiciels appropriés comme "Google map" et "Google earth".
- ✓ Dans le cadre des activités d'EUCAP-Sahel, les régions de Dosso et Tahoua bénéficieront de la construction de salle d'opération pour leur PCM ;
- ✓ A la question du budget faible allouée aux activités prévues pour le produit 2, le PNUD a répondu que ce genre d'activité sont de nature à moindre coût et se focalisent plus sur les sensibilisations, la mobilisation de tous les acteurs pour des actions communautaires qui en général ne demandent pas de fonds consistants. A titre d'exemple les initiatives conjointes (population FDS) pourraient comprendre le ramassage des déchets plastiques pour la salubrité des quartiers par les FDS et les populations, les compétitions sportives etc.... Par rapport à la gestion du projet, le taux de 7% est appliqué à chaque projet selon les procédures du PNUD et il est calculé sur la base du budget total direct du projet.
- ✓ Quant à la préoccupation d'inclure tous les acteurs au niveau des local lors des sensibilisation, entre autre les leaders religieux, les élus locaux, les chefs traditionnels ;

il a été précisé que la présentation du projet a été succincte, qu'elle n'a pas reflété l'implication des élus, des leaders religieux et des chefs traditionnels, comme bien mentionné dans le document de projet, ils feront bel et bien partie des acteurs principaux dans la mise en œuvre.

- ✓ Concernant l'importance de la composante soft du projet, le PNUD a rappelé que le projet sera exécuté en synergie avec d'autres projets de consolidation de la paix et la sécurité mis en œuvre par d'autres partenaires du gouvernement notamment la HACP et le SE-SDS;
- ✓ Concernant la présidence/co-présidente du comité de pilotage du projet ; après les échanges et les discussions, il a été proposé que le MI/SP/D/RC assure la présidence du Comité de Pilotage tandis que le PNUD et EUCAP s'occupent du Comité Technique, pour une meilleure exécution du projet.

IV. CONCLUSIONS/RECOMMANDATIONS ET PROCHAINES ETAPES

Dans le résumé, les conclusions tirées à l'issue de ces échanges, le SGA du MI/SP/D/RC, a une fois de plus remercié tous les participants pour leurs importantes contributions à la revue du document de projet. En conclusion, le SGA a résumé les grandes conclusions et recommandations de la réunion comme suit:

La réunion retient que le document de projet est approuvé moyennant la prise en charge des observations formulées par les participants, notamment :

- Impliquer fortement des leadeurs religieux, des élus locaux et les chefs traditionnels dans le renforcement de la confiance;
- Retenir un seul président (par le MI/SP/D/RC) pour le comité de pilotage du projet afin de faciliter l'accomplissement des tâches dudit comité ;
- Implique le ministère dans la finalisation du choix et les options des véhicules à acheter et qui seront les mieux adaptés pour le commandement mobile des PCM ;
- Initier et former l'administration centrale au niveau du ministère a la planification et la gestion de crise.
- La question d'impact environnemental et social, la réunion a confirmé que le projet n'a pas d'impact environnemental et social négatif et elle n'a pas d'observation contraire

Pour les prochaines étapes, les participants ont convenu que :

- Le PNUD préparera rapidement le compte rendu de la réunion et soumettra le document de projet à l'examen du siège et la signature interviendra le mardi 16 décembre 2014 dans les enceintes du Ministère des Affaires Etrangères.
- Le document de projet sera transmis à tous les partenaires dès qu'il aura été signé par les parties responsables.

Enfin, la RRA/O du PNUD a rappelé que le projet répond aux besoins prioritaires sécuritaires du pays. Elle a félicité les participants pour la qualité du CLEP et a lancé un appel aux partenaires pour continuer à contribuer dans l'amélioration de la Sécurité au Niger.

Le Rapporteur


P. Salvator Nkurunziza

Le Président du Comité


SGA Ministère de l'Intérieur